

Etat actuel de la législation française et européenne sur les e-mails vers les entreprises

Denise Lebeau-Marianna

21 février 2007

Baker & McKenzie SCP est membre de Baker & McKenzie International. Les membres de Baker & McKenzie International sont des cabinets d'avocats présents dans différents pays à travers le monde. Conformément à la terminologie usuelle utilisée par les sociétés de services professionnelles, la référence à un "associé" désigne un associé de l'un de ces cabinets d'avocats et la référence à un "bureau" désigne un bureau de l'un de ces cabinets d'avocats.

Rappel des principaux textes applicables

- En Europe
 - Directive du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données
 - Directive du 8 juin 2000 relative à certains aspects juridiques du commerce électronique dans le marché intérieur
 - Directive du 12 juillet 2002 vie privée et communications électroniques
 - Avis du groupe 29 du 27 février 2004 portant sur les communications de prospection directe non sollicitées

Rappel des principaux textes applicables

- En France
 - **Loi du 6 janvier 1978** relative à l'Informatique, aux fichiers et libertés, modifiée par la loi du 6 août 2004 (LIL)
 - **Loi du 21 juin 2004** pour la confiance dans l'économie numérique (LCEN)

Quelles sont les règles à respecter ?

- Un principe de base : collecter les adresses e-mails dans le respect de la loi locale de protection des données personnelles (LIL)
 - Ne pas collecter les adresses e-mails dans les espaces publics
 - Loyauté : la personne prospectée doit être informée que son adresse e-mail peut être utilisée à des fins de prospection commerciale
 - Vérifier, si le fichier est celui d'un tiers, que la collecte est régulière
 - Si le fichier vous appartient, vérifier que la personne est informée
 - L'information doit inclure : l'identité du responsable du traitement, la finalité du traitement, les droits d'accès et rectification, les destinataires des informations collectées, le caractère facultatif et obligatoire des informations collectées et les conséquences d'un défaut de réponse

Etat actuel de la législation française et européenne sur les e-mails vers les entreprises

File Edit View Favorites Tools Help

Back Forward Stop Reload Home Search Favorites

Address <https://www.LASOCIETE.COM>

N° Compte client : *

Raison sociale : *

Civilité : M. ▼

Nom : *

Prénom : *

Fonction :

Adresse

N° et rue : *

Code Postal : *

Ville : *

Coordonnées

e-mail : *

Téléphone : *

Fax :

Code d'accès

Nom d'utilisateur : *

Mot de passe : *

Confirmation du Mot de passe : *

Commentaires :

☐ Je ne souhaite pas recevoir de la part de LA SOCIETE des informations par e-mail sur les produits, les nouveautés et les promotions.

Vous avez la possibilité de modifier ces informations sur le site dans la section « Mon profil ».

* Les champs accompagnés d'une étoile sont obligatoires.

Conformément à la Loi Informatique et Libertés, vous disposez d'un droit d'opposition, d'accès, de modification, de rectification et de suppression des informations nominatives vous concernant. Vous pouvez l'exercer, en adressant un courrier électronique à info@lasociete.com ou un courrier à LA SOCIETE – 1 rue Durand – 75002 Paris

Quelles sont les règles à respecter ?

- Le principe de l'Opt in : la personne concernée doit donner son consentement préalable (article 22 de la LCEN)
 - Il s'applique aux e-mails à destination des personnes physiques
 - Ce consentement doit être libre, spécifique et informé
 - Des dérogations sont possibles dans le cas d'une relation client-entreprise existante et pour la promotion de produits et services analogues à ceux antérieurement acquis auprès de l'entreprise par la personne prospectée

Quelles sont les règles à respecter ?

- L'exception à l'Opt in en France : le consentement préalable n'est pas nécessaire dans le cas d'une prospection par courrier électronique dans le cadre de relations BtoB (Position de la CNIL du 17 février 2005)
 - Si utilisation d'une adresse générique (info @..., contact @....)
 - Si utilisation d'une adresse électronique professionnelle :
 - Information du professionnel et possibilité d'exercer son droit d'opposition à l'utilisation commerciale de ses coordonnées (Opt out) au moment de la collecte de ses données
 - L'objet du courriel commercial doit être en relation avec sa fonction au sein de la société
 - Le même principe s'applique pour les courriels de prospection associative

Quelles sont les règles à respecter ?

- Le respect des règles de la publicité par voie électronique : chaque message devra :
 - Identifier le caractère publicitaire du message
 - Préciser l'identité de la personne morale pour le compte de laquelle le message est envoyé
- Chaque message ou newsletter doit comporter une possibilité de se désinscrire :
 - Clic à la fin du message : assurer le caractère effectif de la désinscription
 - Prévoir un effacement des données dans des délais raisonnables à la suite de la désinscription
 - Indiquer les noms et coordonnées du responsable du traitement qui va prendre en compte la demande



L'INFORMATIQUE DOIT RESPECTER L'IDENTITÉ HUMAINE,
LES DROITS DE L'HOMME, LA VIE PRIVÉE ET LES LIBERTÉS

Lettre INFO CNIL- Décembre 2006

[Édito d'Alex TURK](#) - [A la une : Vers une société de surveillance ?](#) - [Les sanctions en chiffres](#) - En bref : [Affaire SWIFT](#) ; [L'avis du G29](#) - [L'autorité de contrôle commune Europol](#) - [Echanges d'informations Cetelem-Cofinoga](#) - [Simplifiez-vous la CNIL](#) : [Autorisation unique pour les loueurs de véhicules](#) - [Agenda](#) -

NOTRE CAPITAL DE PROTECTION DES DONNÉES EST MENACÉ

[Notre capital de protection des données est menacé](#)
par [Alex TURK](#), Président de la CNIL.

Lors de la conférence internationale des commissaires à la protection des données et à la vie privée de Londres, j'ai présenté, au nom de la CNIL, une initiative soutenue par les 75 délégations présentes.

Cette initiative analyse les deux vagues auxquelles font face nos autorités : une vague législative, qui vise à répondre aux exigences de sécurité collective de nos concitoyens, et une vague technologique (biométrie, géolocalisation, vidéosurveillance, Internet, etc.).[...]

LES SANCTIONS EN CHIFFRES

La formation restreinte de la CNIL compétente pour prononcer des sanctions ou des mises en demeure, est aujourd'hui opérationnelle. Elle se réunit chaque mois et les premiers éléments statistiques concernant son activité de mars 2005 à septembre 2006 sont les suivants :

- 123 procédures engagées
- 101 mises en demeure
- 7 sanctions pécuniaires
- 14 avertissements

Dans 38 % des cas, un contrôle a été réalisé.

A LA UNE

[Londres 2006](#)
[Vers une société de surveillance ?](#)

La conférence internationale des commissaires à la protection des données et à la vie privée s'est tenue cette année à Londres les 2 & 3 novembre, à l'invitation du Commissaire britannique à l'information, Richard Thomas. Le thème de la conférence était "Vers une société de surveillance ?"

EN BREF

[Affaire SWIFT](#)
[Le G29 confirme que SWIFT a violé les règles européennes de protection des données](#)

Dans un avis du 22 novembre 2006, le G29 a considéré que SWIFT n'a pas respecté les règles européennes de protection des données en acceptant de communiquer aux autorités américaines les données bancaires transitant par son réseau. L'avis indique que les banques européennes détiennent une part de responsabilité dans cette affaire.

[Europol](#)
[Vers une protection des données renforcée ?](#)

[Prévention des impayés](#)
[Cetelem et Cofinoga autorisées à partager des informations sur leurs emprunteurs](#)

SIMPLIFIEZ-VOUS LA CNIL

[Louveurs de véhicules](#)
Une autorisation unique pour les fichiers de personnes à risque

AGENDA





6 et 7 décembre 2006
La CNIL participe aux réunions des autorités de contrôle communes (Schengen-Europol-Douanes) à Bruxelles







7 décembre 2006
Mme Falque Pierrotin participe aux rencontres parlementaires sur la société de l'information

7 et 8 décembre 2006
11ème étape des Rencontres régionales de la CNIL en Alsace.


8 décembre 2006
La CNIL reçoit des personnalités du Bénin dans le cadre d'un projet de coopération France- Bénin dans le domaine justice- police impliquant l'adoption d'une loi fondamentale "informatique et libertés"

© CNIL- République Française
Vous ne souhaitez plus recevoir la lettre d'informations de la CNIL, cliquez ici pour vous désabonner

Address  http://www.cnil.fr/index.php?id=14&type=0&cmd=infomail&backURL=index.php?id=14&type=0 



► [Accueil](#) > [La CNIL](#) > Lettre InfoCNIL

Rechercher 


► [Actualité](#)

► [L'institution](#)

► [Publications](#)

► [Lettre InfoCNIL](#)

► [Rencontres régionales](#)

 [Version Imprimable](#)


Lettre InfoCNIL

Pour être régulièrement informé par courrier électronique de l'actualité de la CNIL et recevoir les communiqués de presse, abonnez-vous à la lettre infoCNIL, vous recevrez un à trois messages par mois.

MODIFIER / SUPPRIMER SES COORDONNÉES

Saisissez ci-dessous votre adresse de messagerie.

Un lien vous permettant de modifier vos coordonnées ou de vous désabonner vous sera envoyé par courriel.



Dernière modification : 24/03/05

[Haut de page](#) ▲

[Retour](#) ◀

La CNIL

AVERTISSEMENT

Votre adresse électronique sera conservée par la CNIL dans l'unique but de vous envoyer la lettre info CNIL. Vous pourrez, à tout moment, demander votre désinscription. Vous disposez d'un droit d'accès et de rectification que vous pouvez exercer en adressant un message électronique au [webmaster](#).

Copyright © 2004-2005 CNIL République Française

[Info éditeur](#) | [Contact](#) | [Plan du site](#)

La position Européenne concernant l'envoi d'e-mails dans le cadre du B to B : tableau récapitulatif

OPT IN		OPT OUT
Allemagne*	Italie*	Autriche
Belgique*	Pays-Bas*	Finlande
Danemark	Pologne	France*
Espagne	République Tchèque	Irlande*
Hongrie	Slovaquie	Portugal
	Slovénie	Royaume Uni*
		Suède

Source: Direct Marketing Association / Lucerna Iruis – 16 octobre 2006.

** Confirmation du régime applicable (opt in ou opt out) par nos bureaux B&M.*

Autres règles à respecter

- Déclarer votre fichier à la CNIL
 - Déclaration simplifiée si le traitement est conforme à la norme n°48
 - Sanction : 5 ans d'emprisonnement et 300.000 € d'amende
- Protéger les transferts d'adresses e-mails vers des pays n'assurant pas une protection adéquate
 - Contrat de transfert de données selon les modèles de la Commission européenne
 - Consentement préalable
 - Pas d'application de la loi européenne

Autres règles à respecter

- Les démarches d'autorégulation
 - Code de déontologie européen de la FEDMA en matière d'utilisation de données personnelles dans le marketing direct
 - La nétiquette
 - La charte de déontologie de l'UFMD
 - Le code de déontologie de la communication directe électronique du SNCD

Quelles sont les sanctions en cas de non respect de ces règles ?

- Non respect du consentement préalable : 750€ d'amende par « spam » (art. R.10-1 du Code des Postes et Communications Electroniques)
- Collecte déloyale et non respect du droit d'opposition : jusqu'à 1,5M€ d'amende pour une entreprise (300.000€ d'amende et 5 ans d'emprisonnement pour une personne physique (art. 226-18 et 226-18-1 du Code Pénal)
- Loi Godfrain :
 - Délit d'entrave au fonctionnement d'un système automatisé de données 75.000€ d'amende et 5 ans d'emprisonnement pour une personne physique (art. 323-3 du Code pénal) - *TGI Paris 24 mai 2002 - Lyonnaise Communication c/ P. Prieux*
 - Accès, usage et maintien frauduleux dans un STAD : 30.000 € d'amende et 2 ans d'emprisonnement (art. 323-1 du Code pénal) ; 45.000 € d'amende et 3 ans d'emprisonnement si altération du fonctionnement du STAD - *TGI Lyon 20 février 2001 – Claranet / Patrice C*

Quelles sont les sanctions en cas de non respect de ces règles ?

- Responsabilité contractuelle pour violation du contrat avec le fournisseur d'accès
 - Référence à la netiquette : TGI de Rochefort sur Mer 28 février 2001
 - Responsabilité contractuelle : TC Paris 5 mai 2004 Microsoft AOL c/ M. K
- Le droit des marques dans la lutte contre le spam
 - TGI Paris 18 octobre 2006 Microsoft corporation c/ E Nov Development : usage contrefaisant
 - Une tendance européenne :
 - High Court de Londres, 12 décembre 2006 Microsoft Corporation c/ PaulMartin Mc Donald
 - Tribunal de Karlsruhe, 25 Octobre 2006 Microsoft Corporation gegen X

Merci de votre attention !